



VERS UNE PAIX JUSTE EN ISRAEL ET
EN PALESTINE

PAS DE PAIX SANS PRESSION
INTERNATIONALE

Aux membres du Parlement Européen

Alken, le 22 janvier 2013

Cher membre du Parlement Européen,

En décembre 2012, plusieurs organisations ont décidé de lancer une pétition adressée à l'Union Européenne afin d'aider à la reprise des négociations de paix entre Israël et la Palestine. (bit.ly/petition2012_fr)

Un voyage en Israël et en Palestine est à l'origine de cette initiative. Les neuf personnes qui y ont participé ont pu rencontrer Ismaël Khadhib et son organisation Cuneo Peace Center à Jénin. Ismaël est un Palestinien dont le fils a été tué par un soldat israélien et qui avait accepté que les organes de son enfant soient donnés à des enfants israéliens.

La pétition est adressée au Président du Conseil Européen mais les demandes concernent l'ensemble de l'Union Européenne.

Dans plusieurs documents officiels de l'Union Européenne, on trouve des appels à Israël pour qu'il respecte les droits de l'Homme, la liberté de la presse et la liberté d'expression. Comme n'importe quel pays, Israël a le droit de se protéger mais l'UE insiste pour que les droits de l'Homme soient alors aussi respectés.

En d'autres termes, l'UE fait remarquer qu'Israël doit respecter certains principes fondamentaux.

Malheureusement, nous constatons une énorme différence entre les déclarations générales de l'UE et ses actions concrètes.

En choisissant de ne pas respecter le droit international, Israël bafoue de façon systématique le droit humanitaire international ainsi que les droits humains des citoyens palestiniens. L'UE ne prend pas de mesures contre Israël, ni sur le plan financier, ni sur les plans économiques et politiques pour l'obliger à respecter les droits de l'Homme. En d'autres termes, les manquements d'Israël restent impunis. Et Israël vit dans l'insécurité et des Palestiniens sont privés de leur terre, maison, travail, liberté et dignité.

Pour le bien-être de ces deux peuples, des négociations de paix sont absolument nécessaires. Israël doit recevoir des garanties pour sa sécurité et les Palestiniens doivent obtenir justice et un Etat à eux.

L'Europe investit dans la région à travers des accords avec Israël et des programmes bilatéraux. La coopération et l'aide apportée donnent à l'Europe des moyens de pression pour débloquer l'impasse politique.

Nous demandons aux membres du Parlement Européen d'interpeller d'urgence le Président, la Haute Représentante des Affaires Etrangères, Mme Catherine Ashton, et les membres de la Commission pour revitaliser les négociations de paix, en les fondant sur le droit international.

Il est très urgent d'agir parce que, si Israël construit, comme prévu, 3500 nouveaux logements, notamment à Jérusalem-Est, il ne restera plus beaucoup d'espoir qu'un Etat palestinien puisse voir le jour.

Voilà pourquoi nous vous demandons de signer la pétition.

(bit.ly/petition2012_fr)

Vous avez été élus par la population pour défendre les valeurs universelles auxquelles nous Européens, sommes attachés : l'égalité des droits, la liberté, la justice et la possibilité d'organiser sa propre communauté.

Arrêtez de faire des déclarations mais prenez des mesures concrètes pour garantir le futur des deux peuples.

Veuillez agréer nos salutations les meilleures,

Frans Swartelé, vzw Kinderrechtenhuis Alken
Libert Verjans, vzw Kinderrechtenhuis Alken
Ella Bormans, Amnesty International Hasselt
Leni Creuwels, vzw Hannah Herent
Marcel De Prins, Werkgroep Palestina-Israël, Broederlijk Delen en Pax Christi Vlaanderen

Contact:

Frans Swartelé, Kinderrechtenhuis, Stationsstraat 135, 3570 Alken

Email: frans.swartele@telenet.be